



COOPERATION CAMEROUN – UNION EUROPEENNE

CAMEROON-EUROPEAN UNION COOPERATION

PROGRAMME D'APPUI A LA STRUCTURATION DE LA SOCIETE CIVILE

Note stratégique n°7

avril 2011

Mise en place de la PLANOSCAM (Plate forme des OSC camerounaises)

1) Introduction

Le PASOC est un programme d'appui à la structuration de la société civile. Dans ce sens, au-delà des nombreuses activités que les OSC mènent avec l'appui du PASOC notamment les activités de plaidoyer, il est pertinent de regarder les effets du PASOC en termes de structuration de la société civile. Le dernier comité de pilotage a travaillé sur cette notion de structuration. L'UGP du PASOC a proposé la définition suivante de la structuration : « *C'est la capacité qu'ont les OSC camerounaises de s'exprimer et de travailler sur leurs propres préoccupations de manière plus collective, efficace et légitime, dans l'espace public, selon des modalités et des formes qu'elles souhaitent* ». La création de la PLANOSCAM après un processus de maturation et de concertation assez long au sein de la société civile est le résultat de cette méthodologie de travail du PASOC. L'objet de cette note est de capitaliser sur ce processus, d'en analyser les forces et les faiblesses et d'en tirer les enseignements pour le futur.

2) Qu'est ce que la PLANOSCAM ?

La PLANOSCAM est une faîtière qui regroupe 28 structures dites de 3^e niveau (Faitières régionales (4) ou thématiques à vocation nationale) représentant des familles d'acteurs. Seules des structures de 3^e niveau peuvent être membre de la PLANOSCAM qui a créé une commission de validation des structures postulantes (cotisations à jour et réalité de leur existence en tant que 3^e niveau). Elle a pour vocation d'être l'interface entre les OSC et l'administration camerounaise et les partenaires au développement. Au travers des membres des structures de 3^e niveau, la PLANOSCAM représente plus de 750 OSC camerounaise issues de tout le pays. Elle a adopté sa charte de fonctionnement en décembre et a procédé à l'élection de ses instances le 29 mars dernier. Le réseau Dynamique Citoyenne (Christine Andela) assure la présidence pour deux ans et SWECSO (faitière régionale du Sud Ouest) la vice présidence. D'un point de vue opérationnel la charte prévoit que ce sont les commissions thématiques de la PLANOSCAM qui élaborent, portent et représentent les

préoccupations de la société civile au nom des familles d'acteurs de la commission et au nom de la PLANOSCAM.

3) Le processus de mise en place de la PLANOSCAM

La PLANOSCAM est la 4^e tentative depuis 1988 de la société civile camerounaise de se regrouper afin de travailler sur leurs convergences et d'avoir une voix commune face aux pouvoirs publics et aux partenaires au développement.

Pour mémoire on peut citer le COPAD (Collectif des Partenaires d'Appui au Développement), le FONGDEC (Forum des ONG de Développement du Cameroun regroupant INADES, CIPCRE, APICA et SAILD) et la FOSCAM (Forum des OSC camerounaises) créée dans le sillage des demandes de l'Union Africaine et la dynamique de Porto Allegre. Ces initiatives n'ont pas prospéré pour des raisons d'absence de convergences de la société civile et de moyens autonomes.

Les acteurs de la société civile camerounaise sont conscients depuis longtemps que l'absence d'un outil les représentant est un handicap pour eux. Le processus DRSP l'a bien montré. Ils connaissent les expériences de leurs pairs d'autres pays en Afrique de l'Ouest notamment, en Europe ou en Amérique Latine). Ils savent que les enjeux du développement et de la démocratie nécessitent l'existence d'une instance représentative porteuse de leurs préoccupations.

Dans le cadre du PASOC, plusieurs initiatives de structuration issues de la société civile ont été appuyées dès 2008. On peut citer : le Collectif des ONG du CAMEROUN (CONGAC), le Collectif des OSC de l'Adamaoua (COSCA), Le collectif du Nord Ouest (NWADO) ; le collectif du Sud Ouest (SWECSO), des membres actifs du Réseau National des Habitants du Cameroun (RNHC), la plate forme des mutuelles de santé (PROMUSCAM), Dynamique Citoyenne (DC), le Groupe de Recherche sur les Migrations (GRAMI) etc. Le ZENU, Organisation relais du PASOC pour l'Ouest était déjà lui-même un réseau régional. Le PASOC a également travaillé avec le monde syndical. A force de travailler ensemble (au travers du PASOC ou sur d'autres initiatives ou programmes) tous ces acteurs ont appris à mettre en avant leurs convergences plutôt que se concentrer sur ce qui les divise ou la défense de leurs intérêts à court terme.

En mai 2010 le COSADER (nouveau point focal de Dynamique Citoyenne) a lancé l'idée de réunir un forum de la société civile en invitant un grand nombre pour débattre de la possibilité de reprendre ce travail de structuration au niveau national. Des familles d'acteurs en général peu habituées à travailler sur leurs convergences ont répondu présent (105 participants, 14 stands du 14 au 16 juin à la chambre de commerce de Yaoundé). Les expériences de structuration des OSC béninoises et européennes ont été présentées. L'ensemble des participants a adopté une déclaration finale envisageant la création d'une faïtière commune et mandatant 7 d'entre eux pour préparer une charte et la tenue d'une AG constitutive. Des représentants des pouvoirs publics et des partenaires au développement avaient été invités et ont été présents pendant la durée du forum.

Après avoir travaillé ensemble les 7 ont pu inviter (sur la base d'un appel à manifestation d'intérêt) les 21 et 22 décembre à une réunion 46 organisations et faïtières de 3^e niveau pour l'adoption de la charte et la désignation des instances de la faïtière. Le nom PLANOSCAM ainsi que la charte ont pu être adoptés. En revanche la désignation des instances a été repoussée compte tenu du fait que la légitimité du collège électoral aurait été remise en cause (cotisations, statut de 3^e niveau etc.). Il a été demandé au comité des 7 de préparer une nouvelle réunion qui aurait à préparer dans la transparence l'assemblée constitutive en vérifiant notamment la notion de 3^e niveau.

En définitive 28 réseaux régionaux ou nationaux ont satisfait aux critères vérifiés par la commission ad hoc et ont payé la cotisation d'entrée (50 000 FCFA). L'assemblée constitutive a pu se réunir le 29 mars et procéder à la désignation des instances de la PLANOSCAM. Les tensions entre différents acteurs autour d'enjeux institutionnels importants ont bien évidemment existé pendant tout le processus, mais à l'issue du scrutin, le choix des instances a été reconnu par tous les participants y compris ceux qui n'ont pas été élus.

Le PASOC a pris en charge le coût de ces trois événements (6,5 millions de FCFA, 4,7 millions de FCFA et 2,5 millions de FCFA, soit un total de 14,7 millions). Conformément à sa définition de la structuration, l'UGP du PASOC n'est jamais intervenu dans le processus sur les questions de fond ou politiques (choix des thématiques, composition du collège, commission électorale, invitations etc.) L'UGP du PASOC est toujours resté en retrait. En revanche dans un souci de transparence, dans les nombreuses discussions bilatérales concernant le sujet, elle a toujours donné son avis sur l'intérêt du processus et fourni toutes les informations concernant les modalités de son appui. Les Organisations relais du PASOC ont eu un rôle important dans le partage de l'information au niveau régional.

4) Les enjeux à venir de la PLANOSCAM

Si le processus de mise en place a été bien mené avec l'élection des instances, les défis de la PLANOSCAM sont importants. Nous en voyons 5 (sans ordre de priorité).

- Le défi de l'information et de la communication. Comme souvent lors de la création d'instances représentatives de la société civile sur des dossiers importants (CCM pour le sida, FFEPCS pour les forêts, C2D) les OSC qui sont sensées représenter la société civile se délégitiment au fur et à mesure qu'ils ne font pas circuler l'information et qu'ils ne travaillent pas en amont à la construction de positions collectives. La PLANOSCAM devra travailler très rapidement sur cette question (mailing list complètes et à jour, circulation de l'info pertinente, relais régionaux, relais dans les familles d'acteurs)
- Le défi de la notoriété. Très souvent les pouvoirs publics ou quelques partenaires au développement ont pris l'habitude de traiter avec quelques têtes de gondoles de la société civile en guise de consultation de la société civile. La PLANOSCAM devra entreprendre un important travail d'information et de communication auprès des institutionnels (ministères, ambassades, partenaires au développement, institutions onusiennes) pour que ces derniers la consultent systématiquement quand il s'agira d'identifier des OSC compétentes et légitimes pour participer aux différents travaux que l'agenda politique du développement entraîne.
- Le défi de la légitimité et de la représentativité. A la différence d'autres processus de structuration (CCM ou FFEPCS), la PLANOSCAM n'est pas un processus mis en place pour répondre à un besoin institutionnel ad hoc. La création en son sein de commissions autour des familles d'acteurs travaillant sur des thématiques est un gage de fonctionnement horizontal si ces commissions sont effectivement mises en avant sur les sujets qu'elles portent. Le danger pour la PLANOSCAM serait de s'enfermer dans un fonctionnement vertical. La présidence et la vice présidence auront un rôle de coordination en s'assurant bien que les commissions élaborent et portent le discours de la PLANOSCAM au nom de la PLANOSCAM et au nom des structures leaders sur tel ou tel sujet.
- Le défi de la compétence. La PLANOSCAM aura un énorme travail à mener (information, communication, représentation, élaboration de propositions, coordination des commissions). Elle devra mettre sur pied un secrétariat permanent

en capacité intellectuelle et technique de travailler en première ligne sur ces questions.

- Le défi démocratique. L'équipe élue de la PLANOSCAM sera jugée sur sa capacité à respecter et faire respecter la charte : tenue des instances statutaires, renouvellement des mandats, ouverture à d'autres familles d'acteurs, élargissement, paiement effectif des cotisations, transparence financière, mise en avant des OSC leaders sur les thématiques collectives.
- Défi de la pérennité. Au-delà de ses moyens propres (cotisations), la PLANOSCAM devra trouver des moyens de fonctionnement auprès de partenaires. L'enjeu vis à vis de ces financements sera de les trouver bien sûr mais aussi qu'ils soient adaptés aux besoins de la PLANOSCAM (et pas l'inverse) et qu'ils respectent l'indépendance politique et opérationnelle de la PLANOSCAM.

5) conclusion

Ces défis sont énormes et demanderont du temps pour être relevés. La culture du soupçon et du procès d'intention est toujours là au sein de la société civile. Le danger serait que les porteurs de cette culture instrumentalisent les partenaires au développement.

En conséquence, la PLANOSCAM sera aidée dans son défi de la notoriété si les institutionnels, les partenaires au développement en particulier, jouent le jeu du respect de son indépendance. Ils disposent maintenant d'un instrument de dialogue structuré avec les organisations de la société civile. Ils ont besoin de partenaires de la société civile légitimes et compétents sur les sujets qu'ils portent (gouvernance, droits de l'Homme, processus C2D, forêts, sida, dialogue politique). Dans les processus de choix des acteurs de la société civile avec lesquels ils souhaitent travailler politiquement ou dans le cas de financements à la PLANOSCAM, ils devront respecter le mode de fonctionnement de la PLANOSCAM basé sur la responsabilité des commissions en articulation avec les instances de la PLANOSCAM.

Christophe Courtin
Chef de projet PASOC
Avril 2011.